

Plan propreté: le bras de fer ne fait-il que commencer?

Le comité technique paritaire a acté des divergences entre MPM et les syndicats

Un communiqué triomphant pour prononcer l'acte de décès du "fini-parti". C'est du moins le message qu'ont voulu faire passer Marseille Provence Métropole, en charge de la propreté, et son président, Guy Teissier (UMP), qui a fait de ce dossier sensible "une priorité". Titré "contrat local de propreté: le projet est finalisé", ce texte publié hier soir dans la foulée du comité technique paritaire (CTP), réunissant responsables syndicaux et élus communautaires, ne fait pas dans la demi-mesure: "Suite à l'avis du CTP, le projet de délibération (...) pourra être présenté au Conseil communautaire du 18 juillet."

Certes, explique encore MPM, en guise de main tendue, "des aménagements sur quelques points ont été apportés au projet initial pour mieux tenir compte de la réalité du terrain". Mais sur l'essentiel, la collectivité présidée par Guy Teissier (UMP) reste sur sa position de fermeté: "L'objectif est de mettre un terme aux dérives du fini-parti tel qu'il est pratiqué actuellement et qui se révèlent très pénalisantes pour les agents eux-mêmes, pour le budget de la communauté urbaine et pour l'efficacité du service public."

Affaire entendue? Dossier bouclé? Pas si simple... En réalité, ce CTP n'a pas fait bouger les lignes d'un iota. D'un côté, les sept élus de droite et de gauche ont voté en faveur de ce plan qui prévoit notamment que, dès la rentrée, les agents de la propreté, y compris ceux des benches, seront astreints à 7 h 30 de travail quotidiennes (pauses et douches comprises). Soit beaucoup plus que les 3 h 30 effectives

pointées par la Chambre régionale des comptes en 2007...

"S'ils veulent passer en force, un moment, ça va exploser!"

De l'autre, les six délégués de Force ouvrière et les deux représentants du SDU se sont prononcés défavorablement. Le FN, lui, dans une posture politicienne, s'est abstenu... "Ce vote n'est que consultatif", rappelle Roger Aymard, chef de file du SDU. "C'est pour cela que Guy Teissier peut crier victoire malgré l'opposition unanime des syndicats. Pour notre part, nous continuons à demander le retrait de ce plan précipité et l'ouverture de véritables négociations". Et de tirer la sonnette d'alarme: "Au cours de ces

discussions, nous n'avons constaté aucune avancée notable. Le blocage est total. Il faut s'attendre à une rentrée compliquée". Encore plus frontal, Eric Rabito, pour la CGT, se fait menaçant: "S'ils veulent passer en force, il faudra qu'ils assument. Sur le terrain, la situation reste bouillante. Un moment, je ne sais pas quand, mais ça va exploser!" De son côté, FO reste pris en tenaille entre sa volonté de trouver un compromis et l'intransigeance de ses agents. Ces derniers avaient refusé de reprendre la collecte en milieu de semaine dernière, hors préavis

et malgré les recommandations du syndicat. L'organisation est donc contrainte à un délicat numéro d'équilibriste. "Même si, en l'état, ce dossier ne peut pas être totalement acceptable pour les personnels, concède FO, "le syndicat des Territoriaux reconnaît que des avancées ont pu être obtenues en séance grâce aux nombreuses et longues négociations avec Force ouvrière qui n'ont jamais été interrompues, et ce dès le début, et que le Syndicat souhaite donc poursuivre."

À tous les niveaux, le bras de fer continue.

Laurent D'ANCONA